

ASSEMBLÉE PAROISSIALE ST MATTHIEU LE 2 mai 2019.

Nos raisons d'espérer avec Jacques Ricot

1) Réactions au power-point :

- « Lutter contre la maladie », c'est une attitude liée à la compassion qui est aussi une action contre le « mal » de la « maladie ». Dans les Évangiles, le Christ se penche constamment sur la souffrance et cherche toujours la guérison, celle des corps et celle des âmes.
- L'Europe : c'est une idée et pas seulement une question de géographie. C'est un héritage venu de la Grèce, c'est-à-dire de la réflexion rationnelle et critique, et aussi de Jérusalem, c'est-à-dire de l'éthique biblique. Ce n'est pas un hasard si, au sortir de la guerre, l'Europe est née historiquement de la volonté de figures politiques fortement marquées par le christianisme.
- On lit dans la première épître de Saint Pierre : « Soyez prêts à tout moment à présenter une défense devant quiconque vous demande de rendre raison de l'espérance qui est en vous ; mais faites-le avec douceur et respect. » Le chrétien vit une espérance et il est invité à en rendre « raison », c'est-à-dire pas seulement à en témoigner par sa vie mais encore à en donner les raisons, celles de l'intelligence et celles du cœur.
- Attention au repli identitaire qui guette les petites communautés vivant au chaud, recroquevillées sur elles-mêmes et se réfugiant dans la nostalgie.
- La planète : son avenir est l'affaire de tous. Ce sont nos mentalités qu'il convient de changer et cela commence par les petits gestes du quotidien, comme nous l'enseigne la fable du colibri « qui fait sa part »... Mais cela ne suffit pas car l'avenir de la planète est aussi entre les mains des décideurs politiques et le citoyen ne saurait se désintéresser de la vie dans la cité, à commencer en respectant l'obligation de voter.
- Être dans l'espérance, ce n'est pas être optimiste (ça ira mieux demain, parce que ça va « mal » aujourd'hui, ni pessimiste (hier ça

allait « mieux » qu'aujourd'hui). Où l'on voit qu'il y a du pessimisme chez l'optimiste et de l'optimisme chez le pessimiste ! Être dans l'espérance c'est vivre présentement en étant tendu vers une attente.

- L'espérance est déjà là car elle nous permet d'être certain dès aujourd'hui que les apparences sont dépassées par le regard porté sur autrui et sur nous-mêmes, et cela, d'autant plus que la vulnérabilité donne l'impression d'une diminution d'humanité, alors que c'est tout le contraire. On peut entendre cette phrase de Sophocle : « C'est lorsque je ne suis plus rien, que je deviens vraiment un homme » (*Œdipe à Colone*, vers 393). D'où, par exemple, le témoignage capital des « Petits fragiles » entendus lors de la messe du 28 avril qui, dans leur fragilité, disent le fond de l'être humain.

2) BIEN COMMUN

- Il est préférable de dissocier la notion de bien commun de celle d'intérêt général. L'intérêt général, résulte d'un calcul qui permet de sacrifier parfois l'intérêt particulier au profit de la collectivité. Fruit d'un « calcul », l'intérêt général se réduit souvent à la sphère économique.
- Le bien commun est d'un autre registre. C'est de l'ordre de l'éthique, comme le dit le mot « bien ». Le « commun » est aussi essentiel dans le bien commun. Il s'agit d'être bien ensemble, de faire communauté, d'être dans la communion. L'homme ne se réduit pas à son pouvoir d'achat, car tout ce qui a de la valeur ne relève pas de l'utilitaire ou du quantifiable. Les « biens communs fondamentaux », sont les échanges non marchands, la qualité de vie ou encore la confiance qui échappent aux seuls critères économiques de l'utilitarisme.
- Le « bien commun » essentiel, c'est sans doute la confiance ; il est menacé aujourd'hui par la méfiance qui se généralise dans la société. Pensons aux slogans : « Attention aux colis abandonnés ! Sortez couverts ! » Autrement dit, méfiez-vous de l'autre, votre voisin dans le train pourrait être porteur d'une bombe, votre

partenaire sexuel pourrait vous contaminer. Le but du terrorisme est précisément de casser cette confiance et de faire en sorte que notre réflexe naturel soit la méfiance et non la confiance.

- Quand on parle du bien commun, ce n'est pas au « bien-être » que l'on songe, même si un minimum de confort est nécessaire dans l'existence. La formule serait plutôt : « Qu'est-ce qui fait qu'on fait du bien et qu'on est bien ».
- On se plaint à juste titre de l'individualisme contemporain qui s'oppose au bien commun. Mais il existe un autre sens, non péjoratif, de l'individualisme. L'individualisme est le nom d'une doctrine philosophique qui reconnaît à chaque personne sa singularité et sa valeur propre. L'individu, en ce sens, ne peut pas être réduit à la place que lui assigne le groupe social dont il est issu. Certes, nous vivons dans une interdépendance, mais il importe à chacun de faire sa destinée. En ce sens, la notion d'individu rejoint celle de personne et est en grande partie un héritage du christianisme.
- Il peut exister une perversion du bien commun quand un régime non démocratique s'empare de la notion. C'est l'État qui décide ce qui est « bien » et s'autorise alors à persécuter ceux qui n'acceptent pas les normes que le régime impose. C'est ce qui s'est passé avec les régimes totalitaires (fascistes, nazis, staliniens).

3) RAISONS D'ESPÉRER

- L'espérance ultime pour le chrétien, c'est de s'inscrire dans le plan de Dieu, en se souvenant que c'est Dieu le premier qui espère en l'homme, qui lui fait confiance, invitant celui-ci à répondre à cette confiance. Dieu s'est mis à espérer en l'homme et s'est ainsi mis dans une situation délicate en prenant le risque du dépouillement de son pouvoir car l'homme est pécheur ! C'est ce qu'explique magnifiquement Charles Péguy dans *Le porche du mystère de la deuxième vertu*.
« Il s'est mis dans le cas d'avoir besoin de nous.
Quelle imprudence. Quelle confiance
Bien, mal placée, cela dépend de nous.
Quelle espérance, quelle opiniâtreté, quel parti-pris,

quelle force incurable d'espérance. »

- La mort n'est pas la gagnante. Le chrétien ne peut pas dire que la mort, c'est le néant. Saint Augustin dit : « Le Christ est mort, mais il a tué la mort ». À l'horizon de notre vie présente se dessine une existence d'une autre dimension.
- Tant qu'on est vivant, on choisit la vie contre la mort. La vie ne s'achève pas avec la mort. La vie est au-delà du néant. C'est le précepte donné dans le Deutéronome (30,19) : « Je mets devant toi la vie ou la mort, la bénédiction ou la malédiction. Choisis donc la vie, pour que vous viviez, toi et ta descendance ».
- Le Christ nous a dit : « Je suis avec vous jusqu'à la fin des temps. ». C'est dès maintenant qu'il est avec nous. Le Christ n'est donc pas seulement un ressuscité, c'est un « ressuscitant ». Cela donne du dynamisme... car nous sommes nous aussi appelés à ressusciter, à « nous réveiller » selon l'un des sens du mot résurrection employé dans le Nouveau Testament.
- La résurrection anime nos espérances. La croyance en la résurrection peut nous libérer de la peur de la mort. Le chrétien peut ne pas avoir trop peur de la mort (l'avare a peur de la mort, car s'il thésaurise, c'est par peur de mourir !)
- La résurrection... beaucoup en doutent, ou pensent que c'est trop beau pour être vrai (par exemple le philosophe Luc Ferry). On ne peut pas la prouver scientifiquement, mais personne n'a la preuve non plus qu'il n'y a pas de résurrection. Pourquoi, parce que ce serait trop beau, ce ne serait pas vrai !? Croire c'est faire confiance au Christ qui est ressuscité.
- La confiance est un donc un pari, une foi (foi et confiance ont la même étymologie). La confiance, c'est répondre à une invitation qui m'est faite. C'est une relation qui s'instaure.
- L'homme a un statut particulier : seul parmi toutes les créatures, il est fait à l'image et à la ressemblance de Dieu ; il est responsable de la Création qui lui a été « confiée ».

- Il est naturel de ne pas croire spontanément en la résurrection. La foi est un long processus jamais achevé. La confiance est un saut et un chemin.
- Le chrétien croit en la résurrection de la chair. Ce n'est pas l'âme qui est promise à l'immortalité, mais c'est l'unité corps et âme qui est appelée à ressusciter dans une forme inouïe. Nous n'avons pas à oublier le corps car le christianisme est une religion de l'incarnation.

À partir de notes prises au cours de la rencontre

AUTRES TEXTES POUR POURSUIVRE LA RÉFLEXION

Jacques RICOT : *L'individu moderne et le bien commun*

Bien commun et intérêt général

Le langage n'est jamais neutre. Pourquoi notre époque préfère parler de « l'intérêt général » plutôt que du « bien commun » alors qu'on semble vouloir désigner la même chose par ces deux expressions ?

On pourrait, sans grand inconvénient, utiliser la notion « d'intérêt commun » ou celle de « bien général », car ces deux adjectifs permutablement renvoient à une sorte de transcendance du social par rapport à l'individu. Ce qui est commun ou général, par définition, n'est point particulier. Car, même pour les sociétés qui ne sont plus holistiques (où l'individu est assigné à une place déterminée par la totalité dans laquelle il s'insère), mais individualistes (où le tout est au service de l'épanouissement individuel), une tension irréductible demeure entre ce qui est bon pour tous et ce qui est bon pour quelques-uns. Ainsi, il est rare qu'une expropriation, liée à un projet collectif nécessaire à tous (nouvelle voie routière ou ferroviaire, barrage, aménagement urbain, etc.) ne heurte pas de plein fouet les situations particulières, ne déstructure pas les modes de vie de plusieurs individus. Sauf pour les doctrinaires de l'ultralibéralisme, la somme des intérêts particuliers ou des biens individuels ne s'identifie pas avec la construction d'une société qui se veut harmonieuse, s'élevant au-dessus des volontés de chacun, et cela parce qu'est reconnue une instance supérieure

permettant précisément la coexistence apaisée des individus. Jean-Jacques Rousseau, avec son concept de volonté générale, formellement distincte de l'addition des volontés particulières, atteste la nécessité de cette distinction dans le champ de la philosophie politique.

C'est naturellement la différence de perception entre les notions d' « intérêt » et celle de « bien » qui est instructive. Sur le terrain de la philosophie politique et dans le discours du personnel politique, « l'intérêt » général est le plus souvent invoqué, non le « bien » commun. À cela, deux raisons.

Parler de « bien », c'est inévitablement se référer à la sphère morale et celle-ci, souvent renvoyée à la vie privée des individus, à leurs préférences singulières, non seulement semble avoir perdu sa prétention à l'universalité, mais est soupçonnée d'orchestrer un retour à la société holistique qui interdirait à l'individu d'occuper une autre place que celle qu'une hiérarchie sociale prétendument anhistorique lui désignerait. C'est aussi en ce sens que l'on parle d' « ordre moral ». Plus gravement, l'idée du bien commun serait le masque d'une idéologie tellement totalisante qu'elle en deviendrait totalitaire, ce qui s'est hélas ! vérifié parfois dans l'histoire.

C'est en raison de ce soupçon que l'anthropologie de l'utilitarisme (selon lequel l'utile est le principe de toutes les valeurs) a imprégné nos manières de penser et, en particulier, l'économisme et le consumérisme ambiants. L'utilité renvoie aux intérêts. Le Bien a été remplacé par le bien-être, le bien commun par les biens marchands. Et c'est seulement dans la mesure où le marché, c'est-à-dire le libre jeu des intérêts privés, peut nuire à la préservation de l'intérêt général que ce dernier sera défendu plus ou moins efficacement par l'instance politique. Mais, dans ce contexte, nul ne remet en cause que l'infrastructure économique soit la base essentielle de la société, comme le voulaient aussi bien les théoriciens d'un marxisme pétrifié que les hérauts d'un capitalisme débridé.

Force et faiblesse de l'individualisme contemporain

Prenons acte de l'irréversibilité du mouvement de l'histoire : l'individu ne peut plus être identifié au rôle et au statut que le groupe lui attribuerait. Dans nos sociétés, du moins dans leur version occidentale en voie de mondialisation, les individus sont logiquement premiers par rapport au tout social dans lequel ils choisissent librement et contractuellement de s'inscrire et la construction des droits de l'homme est l'héritière directe de ce renversement de paradigme puisque ces droits expriment désormais la possibilité de recours contre les abus des pouvoirs. Renversement auquel le christianisme n'est pas étranger. En effet, sa fonction historique d'unification sociale dans l'empire romain et l'univers médiéval ne doit pas occulter que la sécularisation de la

notion chrétienne d'âme a engendré le « moi » des modernes, l'espace du sujet singulier, la référence à cette réalité ultime qu'est l'individu.

Sans nullement revenir aux sociétés antérieures, il nous faut bien admettre que la trajectoire de l'individualisme contemporain n'est certainement pas achevée et qu'elle attend d'être réorientée, d'une part parce que l'individu moderne est plus angoissé qu'il ne veut bien l'avouer devant la nécessité permanente de s'inventer un destin et, d'autre part, parce que la société qui résulte de la recherche incessante des jouissances privées, pour parler comme Benjamin Constant, engendre des effets sociaux dont l'action en retour sur l'individu lui-même est imprévisible. Or, des questions demeurent en suspens et elles peuvent recevoir des réponses différentes : situation féconde et stimulante pour l'intelligence et le débat politique. Signalons ici simplement trois pistes.

1. D'abord, cessons de récuser en bloc l'individualisme. Le sens péjoratif que le mot véhiculait exclusivement il y a encore quelques décennies n'est pas le seul possible. « Mon individu » n'est pas uniquement « la forteresse d'égoïsme que j'érige tout autour pour en assurer la sécurité » qu'il faudrait opposer à la personne qui, elle, « risque par amour au lieu de se retrancher » (Mounier en 1935). L'individu aujourd'hui, c'est aussi celui qui assume sa responsabilité sans s'abriter derrière l'évidence d'un statut conféré de l'extérieur, revendique ses droits contre les pouvoirs oppressants, demeure apte à entrer en relation avec autrui dans des modalités nouvelles qu'autorisent les moyens de communication modernes, est souvent désireux de participer à l'édifice politico-social en affirmant sa citoyenneté.

2. Ensuite, la notion de « bien commun » que quelques théoriciens laïques du XIX^{ème} siècle ne répugnaient pas à utiliser et que l'on rencontre encore, certes parcimonieusement, dans les discours de politiciens contemporains, mérite assurément d'être revitalisée. Car la notion d'« intérêt général » qu'on lui préfère souvent reste trop imprégnée par les seules valeurs de l'utile ; et la déconnexion moderne entre l'économique, le politique et la morale est largement illusoire. Une nouvelle morale qui ne dit pas son nom s'est substituée à l'ancienne et elle correspond exactement à cette volonté de déconnexion. On peut l'appeler « libérale-libertaire » et Paul Valadier a même parlé d'un « nouvel ordre moral libertaire ». Pour le dire rudement, elle est encore morale, la visée qui impose à la société de servir l'individu dans ses intérêts, ses penchants et ses désirs. Curieuse conception qui, d'une part, exige une séparation radicale de l'individu et de la société et, d'autre part, dans le même mouvement, revendique une société à son service. Il conviendrait d'accepter de porter le débat à ce niveau qui oppose des visions morales entre elles au lieu de prétendre qu'il y aurait, d'un côté, une vision moralement engagée et, d'un autre, une perspective moralement neutre. Cela se repère dans la société qui résulte du « fantasme de l'homme auto-construit », selon

l'heureux sous-titre d'un livre intitulé significativement *Une folle solitude* (Olivier Rey, Seuil, 2006).

3. Enfin, lorsque les philosophes de l'Antiquité, en particulier Aristote et ses continuateurs du Moyen Âge, expliquent que l'état naturel de l'individu est d'être en relation avec autrui et le corps social, ils ne craignent pas de parler de bien commun et il est instructif de méditer un philosophe contemporain, François Flahault (*Où est passé le bien commun ? Mille et une nuits*, 2011) quand il rappelle l'importance de ces « biens communs fondamentaux », comme les échanges non marchands, la confiance ou la qualité de vie, qui échappent aux critères économiques de l'utilitarisme. Le contractualisme et le libéralisme économique ne sont donc pas notre seul horizon.

Jacques Ricot, 5 septembre 2013

Sources, octobre-décembre 2013, n° 4, XXXIX, p. 5-8.

Charles Péguy, *Le porche du mystère de la deuxième vertu*, Gallimard, 1986, p. 21, 22, 102-103.

Ce qui m'étonne, dit Dieu, c'est l'espérance.

Et je n'en reviens pas.

Cette petite espérance qui n'a l'air de rien du tout.

Cette petite fille espérance.

Immortelle.

[...]

L'Espérance est une petite fille de rien du tout.

Qui est venue au monde le jour de Noël de l'année dernière.

Qui joue encore avec le bonhomme Janvier.

Avec ses petits sapins en bois d'Allemagne couverts de givre peint.

Et avec son bœuf et son âne en bois d'Allemagne.

Peints.

Et avec sa crèche pleine de paille que les bêtes ne mangent pas.

Puisqu'elles sont en bois.

C'est cette petite fille pourtant qui traversera les mondes.

Cette petite fille de rien du tout.

Elle seule, portant les autres, qui traversera les mondes révolus.

[...]

Nous pouvons manquer à Dieu.

Voilà le cas où il s'est mis,

Le mauvais cas.

Il s'est mis dans le cas d'avoir besoin de nous.

Quelle imprudence. Quelle confiance

Bien, mal placée, cela dépend de nous.

Quelle espérance, quelle opiniâtreté, quel parti-pris,
quelle force incurable d'espérance.

En nous.

Quel dépouillement, de soi, de son pouvoir.

Quelle imprudence.

Quelle imprévision, quelle imprévoyance,

Quelle improvidence de Dieu.

Nous pouvons faire défaut.

Nous pouvons faire faute.

Nous pouvons être défailants.

Effrayante faveur, effrayante grâce.

Denis Moreau, *Mort, où est ta victoire ?*, Bayard, 2010, p. 201-204.

Quoi qu'on pense de l'intérêt de telles discussions sur la plausibilité de la résurrection et, plus largement, sur la possibilité de la considérer comme un objet de la recherche historique, il semble clair qu'en raison de son caractère tout fait extraordinaire, la résurrection de Jésus ne saurait être tenue pour un « événement historique » comme un autre. La reconnaissance de son éventuelle vérité implique une irréductible dimension de *foi*, comme les rédacteurs des Évangiles ont peut-être voulu le signifier en en faisant un événement sans témoins qu'ils ne décrivent pas et en ne racontant que des apparitions de Jésus ressuscité à ses seuls disciples. L'épisode bien connu de la rencontre sur l'aréopage d'Athènes entre Paul et les philosophes grecs (Actes des Apôtres, 17) le montre aussi à sa façon : les philosophes, habitués en tant que tels à l'idée d'une survie de l'âme après la mort physique, commencent par écouter ce que Paul veut leur dire de la divinité ; mais lorsque qu'il en vient à

leur annoncer que « Dieu a ressuscité Jésus des morts », les uns se moquent et les autres abrègent l'exposé. En revanche, cette foi des premiers chrétiens en la résurrection de Jésus Christ est, elle, bien attestée. Et cette résurrection ne fut pas comprise comme une « reviviscence » ou la simple réanimation d'un cadavre ramené miraculeusement à une vie semblable à la première et qui devait de nouveau conduire à la mort, ainsi que la Bible, comme d'autres textes anciens, en raconte quelques-unes.

La résurrection du Christ n'est en général pas non plus entendue comme la seule persistance du souvenir de Jésus et de ses idées chez ses disciples. La croyance en la résurrection pose que Jésus était vraiment mort et que Dieu l'a vraiment « relevé » ou « réveillé » (c'est le sens premier de *egeirô*, l'un des deux verbes grecs du Nouveau Testament que l'on traduit par « ressusciter » ; l'autre est *anhistèmi*, « se lever », « se tenir debout ») pour le faire accéder à une forme de vie nouvelle et définitive, différente de la vie biologique que nous connaissons, mais la prolongeant aussi : les textes canoniques des chrétiens présentent Jésus comme bien vivant (l'Évangile de Luc et les Actes des apôtres insistent sur ce lexique de la vie), ayant conservé son identité et se faisant reconnaître par des gestes et des paroles qui évoquent ceux accomplis avant sa mort.

Cette résurrection du Christ est considérée comme une « victoire » remportée sur la mort. Elle annonce une résurrection concernant tous les hommes, que les grandes professions de foi qui ont fixé la foi chrétienne dans les premiers siècles désignent comme la « résurrection des morts » (*Credo* de Constantinople, 381) ou « de la chair » (*Symbole des apôtres*). Selon les Évangiles (par exemple Luc, 20,35, Jean, 5,29), Jésus lui-même l'annonçait et affirmait « Je suis la résurrection et la vie : celui qui croit en moi, même s'il meurt, vivra » (Jean 11, 25).

La nature et des modalités de cette « vie après la mort » ont été l'objet de bien des réflexions et des débats théologiques dont le détail n'a pas à être abordé ici. Dans l'optique du présent essai, l'essentiel reste cette thèse centrale de la doctrine chrétienne : par sa résurrection, Jésus a remporté la victoire sur la mort et manifesté qu'elle ne représente pas le dernier mot de l'existence humaine. Les pères de l'Église parlaient aussi parfois à ce sujet de la « mort de la mort » : « [Le Christ] est mort, mais il a tué la mort, il achevé en lui-même celle que nous craignons. Il l'a prise, il l'a tuée, comme un grand chasseur affronte un lion et le terrasse. Où est la mort ? Cherche-la dans le Christ ; elle n'y est déjà plus. Elle était en lui, mais elle est morte. Ô vie, mort de la mort » (Saint Augustin, *Sermon 233*).

Deux textes célèbres de Paul de Tarse expriment cette importance du thème de la résurrection : « La mort a été engloutie dans la victoire [du Christ]. Mort, où est ta victoire ? » ; « si le Christ n'est pas ressuscité, notre message est

vide et vide aussi votre foi [...] si le Christ n'est pas ressuscité, votre foi est vaine » (Première lettre aux Corinthiens, 15,55 et 15,14-17).

Bibliographie :

Éric-Emmanuel SCHMITT, *L'Évangile selon Pilate* ((Le Livre de poche)

Éric FIAT, *Corps et âme. Ou qu'un peu d'incarnation, ça ne peut pas faire de mal* (Cécile Defaut)